

**RÉPONSE À LA CONSULTATION SUR LE PROJET DE
DÉCISION PORTANT SUR LES MODALITÉS DE L'ACCÈS
AUX LIGNES FTTH DANS LES ZONES MOINS DENSES**

13 JUILLET 2010

1 Synthèse

Le projet de décision soumis à la consultation a pour objectif de préciser les modalités de l'accès aux lignes FTTH dans les Zones Moins Denses (ZMD).

Sont ainsi proposées :

- les règles relatives au point de mutualisation : taille minimale, couverture de la zone arrière, cohérence géographique des zones arrière, hébergement des équipements actifs et passifs ;
- les règles relatives aux modalités de l'accès notamment en ce qui concerne les conditions économiques : offre de coinvestissement initial et offre d'accès pérenne *a posteriori*.

Ce projet de décision revêt une importance particulière pour Bouygues Telecom.

En effet la décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009 portant sur les modalités d'accès dans les Zones Très Denses (ZTD) conduit à :

- une mutualisation des réseaux réduite à son strict minimum, c'est-à-dire à la verticale des immeubles, sans que cette architecture n'apporte un quelconque bénéfice au consommateur ; chaque opérateur voit ainsi le coût fixe de son réseau propre augmenter considérablement ;
- un principe de cofinancement de la partie mutualisée à parts égales obligeant un opérateur avec une faible part de marché à financer à la même hauteur et au même rythme que l'opérateur bénéficiant au contraire d'une part de marché élevée.

Ces modalités pourraient restreindre de manière durable si ce n'est définitive à 3 acteurs seulement le déploiement en ZTD.

La pérennité de l'activité récente de Bouygues Telecom dans le fixe est ainsi remise en cause (ce qui aurait bien évidemment des conséquences sur l'activité mobile en raison du succès de l'offre quadruple play).

C'est donc avec deux objectifs que Bouygues Telecom apporte dans les pages suivantes ses commentaires au projet de décision sur les modalités d'accès hors ZTD:

- optimiser la mutualisation des réseaux tout en préservant l'autonomie technologique et la capacité d'innovation de chaque acteur ;
- cofinancer le déploiement mutualisé de manière réellement équitable c'est-à-dire en permettant à chaque co-investisseur d'engager un montant d'investissement proportionnel à ses revenus futurs.

Les demandes d'évolution du projet de décision que Bouygues Telecom souhaiterait voir retenues par l'Autorité sont :

- un point de mutualisation couvrant au minimum 2000 foyers ;
- une offre de collecte au NRO par l'opérateur d'immeuble déployant le point de mutualisation ;
- l'hébergement des équipements actifs au point de mutualisation d'un co-investisseur ultérieur doit être considéré comme raisonnable si ce point de mutualisation est déjà alimenté en électricité et si l'espace disponible le permet ;
- une offre de coinvestissement équitable permettant à un co-investisseur d'apporter un financement proportionnel au revenu qu'il retirera de l'infrastructure mutualisée ; Bouygues Telecom émet 2 propositions en ce sens (paragraphe 5-1) ;
- une offre de coinvestissement ultérieur, y compris sur le stock existant, dans des conditions économiques raisonnables ; en particulier il n'y a pas lieu d'appliquer une prime de risque quand le financement du réseau mutualisé fait appel à des fonds publics ;
- un raccordement du foyer à la charge de l'opérateur commercial même si ce dernier peut déléguer à l'opérateur d'immeuble le soin de le réaliser ;
- la possibilité de revoir en 2011 et en 2012 les modalités définies à la lumière des expérimentations qui s'achèveront début 2011 et des premiers déploiements.

Les propositions d'amendement à la rédaction des articles du projet de décision sont apportées en fin de document.

2 Les enjeux du déploiement FTTH

2.1 Aménager les territoires en assurant une péréquation du coût de l'infrastructure

Depuis de nombreuses années les politiques publiques ont mis au premier rang de leurs préoccupations l'aménagement numérique du territoire. Ceci répond à un enjeu économique car la disponibilité d'infrastructures de télécommunications modernes est vitale pour maintenir ou attirer les entreprises dans les zones rurales, mais aussi à un enjeu de société afin de préserver l'égalité des français devant l'accès à l'information.

Les collectivités locales ont ainsi joué un rôle important au travers des RIP pour l'amélioration des débits ou la résorption des zones d'ombre DSL.

Il s'agit aujourd'hui pour les collectivités de participer à l'émergence d'un environnement favorable au déploiement de la fibre avec les objectifs suivants :

- maximiser la couverture géographique du déploiement ;
- accélérer ce déploiement pour des raisons de compétitivité économique et de réduction de la fracture numérique (face à une zone très dense qui serait déployée plus rapidement) ;
- veiller à ce que leurs administrés bénéficient d'une équité de traitement ce qui passe par une péréquation des coûts d'infrastructure à l'échelle des territoires ;
- optimiser l'utilisation des fonds publics dont elles disposent (notamment au travers du grand emprunt) pour servir les 3 objectifs précédents.

L'élaboration des schémas directeurs régionaux d'aménagement numérique et les appels à projet régionaux constituent ainsi deux outils essentiels des collectivités qu'il est nécessaire d'insérer dans le dispositif de déploiement.

Le mécanisme de péréquation du coût de l'infrastructure résultera pour une très large part de la politique d'aménagement qui sera poursuivie, celle-ci joue par là même un rôle capital pour l'égalité des consommateurs face à l'accès à la fibre optique.

2.2 Maintenir voire augmenter l'intensité concurrentielle entre opérateurs

Comme l'a montré l'analyse de marché conduite en 2008 par l'Autorité le haut débit DSL et le très haut débit fibre constituent un seul et même marché. La fibre apparaît ainsi comme une évolution technologique au sein de ce marché ; les clients migreront majoritairement du support cuivre au support fibre sans changer d'opérateur. L'évolution technologique apportée par la fibre ne constitue pas en tant que tel un facteur déterminant susceptible de remettre en cause les parts de marché observées aujourd'hui pour chacun des acteurs.

Le secteur est aujourd'hui concentré autour de 3 opérateurs (France Télécom, SFR et Free) regroupant 95 % de part de marché, deux opérateurs (Groupe Completel-Numéricable et Bouygues Telecom) se répartissant les 5 % restants.

Les modalités de déploiement de la zone très dense, en retenant une définition de cette zone trop large, un point de mutualisation très en aval et un principe inéquitable de partage des coûts¹, ont conduit à une élévation de la barrière d'investissement qui se traduira inéluctablement par un resserrement du nombre d'acteurs (voir paragraphe 3).

Il est donc essentiel que les modalités retenues en zone moins dense n'accroissent pas encore davantage la restriction du jeu concurrentiel.

2.3 Inciter à l'investissement au bénéfice des consommateurs

L'incitation à l'investissement a pour objectif de permettre un déploiement rapide des réseaux FTTH et d'installer une concurrence sur le long terme entre les acteurs.

Les principes de la concurrence par les infrastructures devraient être les suivants :

- faire en sorte que chaque opérateur puisse maîtriser de manière totalement autonome l'innovation et la qualité des services qu'il apporte à ses clients : dans le cas du déploiement FTTH l'infrastructure mutualisée est passive et ne joue pas de rôle dans l'innovation et la

¹ l'article L.34-8-3 du CPCE indique pourtant « (...) moyennant la prise en charge d'une part équitable des coûts par cet opérateur »

qualité de service si bien que le point de mutualisation peut être remonté plus en amont, jusqu'au NRO, sans que l'objectif ne soit altéré ;

- étendre la couverture géographique ou s'exerce la concurrence : les modalités de déploiement doivent ainsi faire en sorte que la mutualisation débute dès que possible en amont dans le réseau afin de ne pas épuiser la capacité d'investissement des opérateurs sur un déploiement concurrentiel trop en aval ; la capacité d'investissement ainsi sauvegardée peut être utilisée pour un déploiement concurrentiel sur une plus large partie du territoire ;
- préserver la capacité pour chaque acteur de déployer à son rythme c'est-à-dire suivant la capacité de financement que lui procure le cash flow de son activité ; le mode de financement de la partie mutualisée du réseau doit par conséquent offrir la possibilité pour tout acteur de prendre part progressivement au cofinancement de ce réseau (et d'organiser selon la même progression le déploiement de son infrastructure concurrentielle) ;
- préserver la capacité financière des opérateurs pour le développement d'une concurrence par les services : le surinvestissement dans les infrastructures grève la part de cash flow qui pourra être consacrée à l'innovation et au développement des usages permis par des débits plus élevés.

Il n'y a pas pour le consommateur de bénéfice à la duplication de l'infrastructure passive et tant que cette infrastructure est neutre technologiquement, la mise en œuvre efficace des principes de la concurrence par les infrastructures doit donc conduire à une mutualisation optimum des éléments passifs.

La concurrence par l'innovation et les services a permis le développement du marché haut-débit DSL alors que l'infrastructure est largement mutualisée (boucle locale cuivre).

De la même manière il est essentiel qu'une concurrence par les services puisse s'instaurer sur le très haut-débit fibre en y consacrant les montants d'investissement nécessaires.

Bouygues Telecom ne peut partager l'analyse de l'Autorité lorsqu'elle écrit « *Enfin il convient que la taille du point de mutualisation ne soit pas excessive. Tout d'abord la localisation du point de mutualisation doit répondre à l'objectif de concurrence par les infrastructures et ne doit pas être situé trop en amont dans le réseau lorsqu'il existe un espace économique pour que les opérateurs tiers déploient un réseau plus capillaire.* »

La concurrence par les infrastructures ne constitue pas en soi un objectif, elle ne peut être que subordonnée au bénéfice pour le consommateur. Si l'espace économique peut exister pour certains opérateurs tiers il peut ne pas exister pour d'autres. Il convient alors de s'assurer qu'il n'y a pas restriction du jeu concurrentiel.

L'équilibre entre une concurrence raisonnable par les infrastructures et un niveau, lui aussi raisonnable, de coinvestissement ou de mutualisation conduit à mutualiser l'ensemble de l'équipement passif dès lors que les contraintes techniques et opérationnelles le permettent.

3 Les limites du schéma de concurrence par les infrastructures appliqué en zone très dense

3.1 Une mutualisation à partir d'un point très en aval dans le réseau conduisant chaque opérateur à déployer en propre la totalité du réseau horizontal

Les modalités retenues en zone très dense conduisent chaque opérateur à déployer en propre la totalité du réseau horizontal, jusqu'en pied d'immeuble, ce qui emporte de nombreuses conséquences :

- un surcoût du réseau propre à chaque opérateur alors que la préservation de la capacité d'innovation technologique pour chacun de ces opérateurs ne le commandait en aucune manière : quel est l'intérêt de réaliser 4 fois l'adduction de 240 000 immeubles dans la zone très dense ce qui représente un surcoût de 900 M€ pour les consommateurs ?
- un épuisement de la capacité d'investissement des acteurs les plus modestes (l'investissement horizontal jusqu'à l'immeuble étant supérieur à 1 Md€), au détriment de la couverture géographique de la fibre optique ;
- la transformation radicale du modèle des coûts du réseau de l'opérateur lequel repose sur un mixte de coûts fixes et variables en DSL et évolue vers un modèle de coûts reposant

exclusivement sur des coûts fixes pour la fibre ; la rentabilisation sur une part de marché inférieure à 20 % n'est dès lors plus possible ;

- les barrières à l'entrée introduites par le montant de l'investissement horizontal et par la part de marché requise pour l'amortissement des coûts fixes conduit à restreindre le nombre d'acteurs et à écarter l'arrivée de tout nouvel acteur.

3.2 Un cofinancement de l'infrastructure mutualisée reposant sur un partage des coûts à parts égales et non sur la valeur économique future qui sera retirée par chaque co-investisseur

Le principe de partage des coûts de l'infrastructure mutualisée à parts égales entre les co-investisseurs conduit un acteur dont la part de marché est faible à supporter un coût identique à celui supporté par un acteur dont la part de marché est nettement plus élevée. Dans un contexte où la migration naturelle des clients du cuivre vers la fibre n'amène pas le client à changer d'opérateur, l'acteur à faible part de marché devra en outre faire face à un coût d'acquisition plus important pour atteindre la part de marché critique lui permettant d'amortir sa quote-part d'investissement mutualisé. A l'inverse un opérateur à forte part de marché sur le DSL pourra se contenter de faire migrer pour un faible coût son parc actuel du cuivre vers la fibre.

Le cofinancement à parts égales, en ignorant tout mécanisme de partage des coûts équitable, accentue les coûts fixes de l'opérateur et contribue ainsi à élever la barrière à l'entrée des acteurs à faible part de marché.

3.3 Des modalités opérationnelles de mise en œuvre du cofinancement pour le réseau mutualisé qui obligent tout acteur à suivre le rythme de déploiement imposé par le plus puissant

Les consultations lancées par les opérateurs d'immeuble sur les communes de la zone très dense obligent tout co-investisseur potentiel à s'engager et à financer dès aujourd'hui ; l'investissement ultérieur n'étant soit pas possible pour les immeubles déjà déployés, soit soumis à des conditions économiques, par exemple la prime de risque, qui le rendent en pratique impossible.

En privant un co-investisseur de la possibilité d'entrer ultérieurement dans la structure de cofinancement, l'acteur le plus puissant impose un rythme d'investissement et de déploiement que lui permettent le cash-flow généré par sa part de marché DSL et ses ressources (France Télécom dispose des moyens humains et d'une maîtrise du génie civil qui rendent sa capacité de déploiement inégalable).

Or le co-investisseur ayant une faible part de marché DSL génère un cash flow qui ne lui permet en aucune manière de suivre ce rythme d'investissement.

Dans ces conditions la course à l'investissement est – paradoxalement – nuisible à la concurrence :

- le fait de vouloir favoriser l'investissement en pénalisant ceux qui n'investissent pas immédiatement conduit à une course avec France Télécom dont les moyens ne sont pas comparables ;
- prendre position sur le coinvestissement du réseau mutualisé conduit le co-investisseur à engager dans le même planning son investissement sur la partie non mutualisée du réseau ; France Télécom bénéficie des moyens permettant de déployer bien plus rapidement la partie non mutualisée du réseau, il a ainsi capacité à transférer son parc client sur la fibre et à protéger sa part de marché haut-très haut débit avant même que le co-investisseur ne puisse commercialiser ses services.

3.4 ["] SDA

["] SDA.

4 Les règles relatives au point de mutualisation en ZMD

4.1 Les contraintes techniques et opérationnelles pour la localisation du point de mutualisation

4.1.1 Le type d'hébergement du point de mutualisation et la capacité à le déployer rapidement en fonction des contraintes foncières et d'intégration au paysage urbain

Différents types d'hébergement peuvent être retenus en fonction de la taille du point de mutualisation:

a L'armoire de rue

D'une capacité maximale de 576 fibres distribuables, soit 345 foyers si on retient un facteur de foisonnement de 1.65, l'armoire de rue nécessite l'obtention d'une autorisation d'occupation du domaine public de la commune.

La largeur des trottoirs dans les villes moyennes est de l'ordre de 1,40 m mais est sensiblement réduite dans les centres-villes. Pour ces derniers il paraît difficile d'implanter une armoire d'une profondeur de 60 cm tout en veillant à l'application de l'arrêté de 1999 sur l'accessibilité des personnes handicapées aux domaines publics.

De ce fait, une solution en armoire ne paraît applicable que dans les grandes avenues dotées de trottoirs suffisamment larges mais elle est vraisemblablement inappropriée à la situation des centres-villes. Il est à noter que les récentes expériences de déploiement d'armoires de rue ont concerné la mise en œuvre de NRA Zone d'Ombre dans des communes rurales.

Enfin, cette solution est sensible au problème du vandalisme ce qui pourrait avoir des conséquences importantes sur la disponibilité d'un service jugé indispensable par tous les français.

a Le shelter

Il permet d'accueillir un point de mutualisation de 500 à 2000 foyers et nécessite l'obtention d'un permis de construire de la commune concernée. Dans les faits le shelter peut être facilement déployé dans les quartiers d'habitat collectif discontinu ou dans les zones d'activité. De nombreux équipements des réseaux câblés ainsi que les NRA HD des zones d'activité sont implantés dans ce type de local, y compris dans des villes importantes.

a Le local technique dans un bâtiment existant

L'acquisition ou la location d'un local technique permet d'héberger un point de mutualisation raccordant plusieurs milliers de foyers. La mise en œuvre d'un local technique requiert a minima une déclaration de travaux. Le local technique peut être implanté dans les bâtiments publics ou privés.

La variété du tissu urbain peut amener chaque solution à être plus ou moins appropriée localement en fonction de la disponibilité du foncier et des contraintes d'intégration au paysage urbain. Néanmoins, l'architecture arrêtée dans le cadre des expérimentations de Bondy, Meaux et Palaiseau montre que chaque solution peut être retenue.

Il convient dès lors de privilégier la solution du local technique (ou, à défaut, celle du shelter) qui permet:

- o une sécurisation des équipements hébergés afin d'assurer la disponibilité du service ;
- o un délai de déploiement optimisé car la contrainte imposée par la recherche d'un local technique à proximité du génie civil est sans doute moins forte que celle de trouver 7 points de localisation des armoires de rue avec adduction du réseau électrique;
- o l'optimisation du coût d'intervention sur site pour chaque raccordement client pendant toute la durée d'exploitation des réseaux FTTH car il est préférable de faire 7 interventions dans le même local que 7 interventions en des points différents.

4.1.2 La capacité d'accueil des équipements actifs sur le point de mutualisation afin de préserver la neutralité technologique

Le point de mutualisation doit être en mesure d'accueillir les équipements actifs d'un co-investisseur selon le choix technologique de celui-ci.

Si les locaux techniques et le shelter ont cette capacité d'accueil, l'armoire de rue et la connexion de celle-ci au réseau électrique pourrait constituer en revanche un obstacle majeur.

L'Autorité semble sous-estimer cette difficulté lorsqu'elle évoque dans son projet de décision les exemples des NRA-ZO ou des NRA-HD. En effet, la construction d'une adduction du réseau électrique en zone rurale (cas des NRA-ZO) ou bien dans les zones d'activité (cas des NRA-HD) est sans doute plus facile à réaliser qu'en milieu urbain résidentiel, particulièrement dans les centres-villes.

L'adduction du réseau électrique pour les armoires de rue pourrait ralentir le déploiement et augmenter considérablement le coût. L'opérateur d'immeuble déployant le point de mutualisation pourrait alors être amené à ne faire supporter ce surcoût que par les seuls opérateurs qui en sont à l'origine.

4.1.3 La capacité du génie civil adjacent au point de mutualisation pour l'accueil des câbles en amont et en aval

La remontée du point de mutualisation a pour effet d'augmenter l'encombrement des câbles en aval.

L'encombrement actuel du génie civil varie considérablement d'une situation locale à l'autre, il apparaît donc difficile d'évaluer statistiquement le risque de saturation en fonction de la taille du point de mutualisation.

Des solutions peuvent être trouvées à ces cas de saturation :

- le choix d'une localisation du shelter ou du local technique en fonction de la disponibilité d'un nombre suffisant de fourreaux dans le génie civil adjacent; cependant ce choix n'est pas toujours possible dans les communes soumises à une forte pression foncière ou immobilière ;
- les modalités d'accès au génie civil de France Télécom revues récemment prévoient que des travaux de désaturation puissent être entrepris ; dans le cas d'un point de mutualisation qui créerait localement une saturation celle-ci ne pourrait être considérée comme résultant du seul fait de l'opérateur d'immeuble, celui-ci n'ayant pas une latitude importante dans la localisation de ce point de mutualisation ; les travaux de désaturation qui en résulteraient doivent donc être versés à l'assiette des coûts d'entretien du génie civil de France Télécom ;
- la réalisation de travaux de génie civil pour augmenter le nombre de départs entre le local technique et le génie civil ; le surcoût pour 50 m de génie civil à construire pourrait représenter moins de 5 % du coût du local technique, il modifie ainsi l'équation économique mais ne rend pas rédhibitoire le recours à cette solution.

4.1.4 La capacité pour les co-investisseurs à collecter le point de mutualisation dans des conditions opérationnelles et économiques raisonnables

La mise en œuvre de points de mutualisation de petite taille conduit à multiplier ces points de mutualisation et à augmenter considérablement le coût du réseau de collecte que doit déployer chaque co-investisseur.

Comme le relève l'Autorité « *Dans les travaux menés sur la mutualisation en zones moins denses, les opérateurs alternatifs ont demandé que le point de mutualisation rassemble au moins 1000 lignes afin qu'il soit économiquement raisonnable de la raccorder, sauf à ce que l'opérateur d'immeuble propose une offre de collecte dans le cas d'un point de mutualisation de taille inférieure.* »

Au-delà du surcoût provenant de la collecte d'un grand nombre de points, la dissymétrie entre le coût de collecte de l'opérateur d'immeuble et celui du co-investisseur constitue un problème essentiel :

- l'opérateur d'immeuble a capacité à déployer son réseau de collecte pour un coût marginal car le déploiement sera mutualisé avec l'horizontal des zones arrière des points de mutualisation ;
- en revanche, le co-investisseur qui ne réalise pas de déploiement lui-même sur la commune, ne pourra bénéficier de cet effet d'échelle dans le déploiement de son réseau de collecte.

Par conséquent, et comme le proposera Bouygues Telecom au paragraphe 4.4, il est nécessaire de rendre systématique une offre de collecte de l'opérateur d'immeuble déployant le point de mutualisation afin de rétablir un équilibre entre l'ensemble des co-investisseurs se raccordant au point de mutualisation.

4.2 Les expérimentations en cours

France Telecom, Free et SFR ont lancé des projets d'expérimentation sur les villes de Palaiseau, Meaux et Bondy. Si les schémas d'architecture sont aujourd'hui définis le déploiement ne débutera que dans les prochaines semaines et les raccordements commerciaux ne pourront avoir lieu que toute fin 2010 ou plus probablement début 2011.

Le retour d'expérience de ces expérimentations ne peut donc être fait à ce stade. Néanmoins, la validation des plans d'architecture par les 3 opérateurs en concertation avec les collectivités montre que les différents types d'hébergement constituent des solutions possibles :

- shelters raccordant 1500 à 2000 foyers à Meaux ; les terrains accueillant ces shelters ont pu être identifiés rapidement ;
- locaux techniques conduisant à des points de mutualisation de 600 à 1100 lignes à Bondy ; à nouveau les locaux techniques semblent avoir été identifiés sans difficulté majeure ;
- armoires de rue dans le cas de Palaiseau conduisant quant à elles à une taille moyenne du point de mutualisation de 300 à 400 lignes.

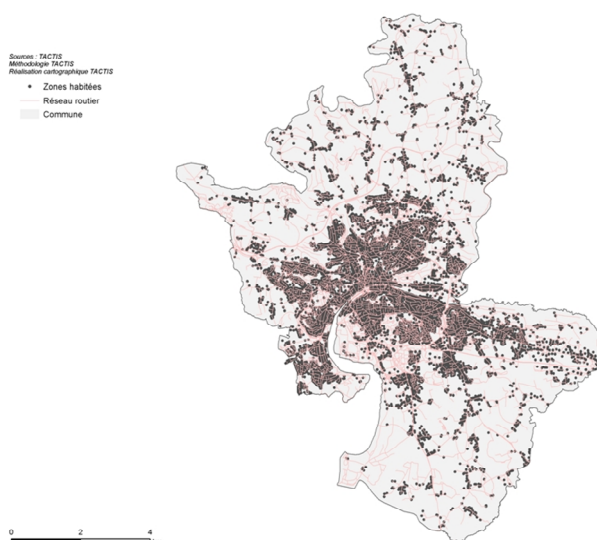
En particulier, l'exemple de Meaux montre qu'un point de mutualisation de 2000 foyers environ ne présente pas de difficulté particulière pour l'accès au génie civil (construction de 30 mètres de génie civil par point de mutualisation) que ce soit en aval ou bien en amont pour le raccordement des réseaux des co-investisseurs.

4.3 L'étude conduite par Bouygues Telecom avec le cabinet Tactis sur différents scénarios de point de mutualisation

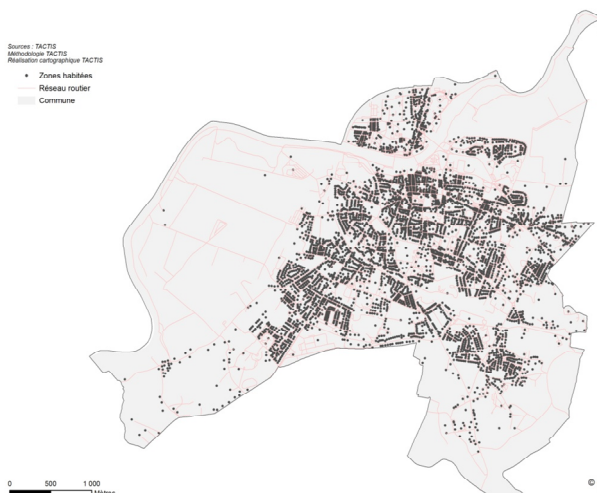
Bouygues Telecom a réalisé en juin 2010 en collaboration avec le cabinet Tactis une étude technico-économique pour différents scénarios de points de mutualisation : 576 lignes (capacité maximale d'une armoire de rue), 2000 lignes et 4000 lignes.

Pour chacun des scénarios la longueur des réseaux de collecte des points de mutualisation, de transport et de distribution en architecture GPON ont été évalués ainsi que les coûts immobiliers des sites d'hébergement et enfin les coûts de construction de génie civil dans le cas des points de mutualisation de 2000 et 4000 lignes.

L'étude a été menée sur les villes de Quimper et Dax.



Nombre d'habitants	63 274
Surface	85 km ²
Densité hab/km ²	744 hab/km ²
Densité hab/km ² bati	2 075 hab/km ² bati
Linéaire de voirie	850 km
Nombre de Pavillons	15 721
Nombre de logement 2 à 11	8 808
Nombre de logements +12	7 431
Nombre d'immeubles collectifs	2 060
Proportion de logements collectifs	51 %



Nombre d'habitants	19 557
Surface	20 km ²
Densité hab/km ²	993 hab/km ²
Densité hab/km ² bati	2 173 hab/km ² bati
Linéaire de voirie	223 km
Nombre de Pavillons	4 951
Nombre de logement 2 à 11	3 796
Nombre de logements +12	4 225
Nombre d'immeubles collectifs	977
Proportion de logements collectifs	62 %

Les principaux enseignements sont les suivants :

- la longueur de génie civil du réseau en aval du point de mutualisation varie très peu avec la localisation de celui-ci ;
- la longueur de génie civil du réseau de collecte des points de mutualisation est divisée par un facteur 2 à 3 lorsqu'on passe d'un point de mutualisation de 576 lignes à 2000 lignes ;
- dans le cas où le réseau mutualisé est cofinancé à parts égales, en continuité du mécanisme de la ZTD et malgré la ferme opposition de Bouygues Telecom à ce mécanisme, chaque opérateur supporte un coût de collecte équivalent à 20 % de son coût d'investissement dans le réseau mutualisé pour un point de mutualisation en armoire de rue, 7 % pour un point de mutualisation à 2000 lignes ;
- en revanche, dans le cas où le cofinancement du réseau mutualisé peut être réalisé selon un mécanisme équitable comme exposé au chapitre 5, le coût de collecte peut alors représenter respectivement 48 % et 17 % de la quote-part d'investissement dans le réseau mutualisé ; cette disproportion montre que l'apport d'un mécanisme de cofinancement équitable des coûts du réseau mutualisé serait incomplet et qu'il conviendrait de rechercher de manière identique les moyens d'optimiser le coût de collecte.

4.4 Les demandes de Bouygues Telecom concernant les règles relatives au point de mutualisation

4.4.1 Un point de mutualisation regroupant au moins 2000 logements

De nombreux arguments militent pour retenir cette proposition :

- l'absence de tout bénéfice pour le consommateur d'une concurrence par les infrastructures sur le tronçon de l'infrastructure passive ; au contraire cette concurrence fait supporter par le consommateur un surcoût de l'infrastructure et un délai dans la couverture géographique ;
- le déploiement de locaux techniques dans les bâtiments existants ou de shelters ne constitue pas une difficulté supérieure à celle consistant à déployer un nombre 7 fois plus important d'armoires de rue en mesure d'accueillir des équipements actifs ;
- les locaux techniques ou les shelters permettent d'accueillir aisément les équipements actifs des opérateurs qui en font la demande au contraire des armoires de rue pour lesquelles l'adduction du réseau électrique dans un environnement urbain et résidentiel est une difficulté ;
- la meilleure sécurisation des locaux techniques et des shelters garantit la disponibilité du service téléphonique fixe demandée par chaque citoyen, au contraire des armoires de rue qui seront davantage soumises au risque de vandalisme et aléas divers ;
- un point de mutualisation de 300 lignes conduit à 18 clients pour un acteur à 10 % de part de marché avec une pénétration du haut débit de 60 % ; ce volume de clients est insuffisant pour remplir de manière satisfaisante l'arbre GPON et fait finalement peser sur cet acteur une contrainte économique supplémentaire ;
- une cohérence des couvertures géographiques des points de mutualisation plus facile à assurer et une sécurisation de la capacité à raccorder ultérieurement les logements non raccordés dans un premier temps ;
- l'optimisation des coûts d'intervention sur site pour chaque raccordement client et ceci pendant les dizaines d'années d'exploitation des réseaux FTTH.

La principale contrainte s'opposant à cette proposition réside dans l'encombrement potentiel du génie civil: les coûts de construction de génie civil qui pourraient s'avérer nécessaires à proximité immédiate du point de mutualisation ne remettent cependant pas en cause la validité économique de cette solution.

Par ailleurs l'étude conduite sur Dax et Quimper montre qu'il n'y a pas de surcoût de redevance de génie civil, il est même moins onéreux de remonter un câble de 720 fibres, entre un point comptant 576 lignes et un point comptant 2000 lignes, que 4 câbles de 12 fibres (dans le cas de 4 réseaux de collecte).

Enfin Bouygues Telecom s'étonne du manque de cohérence du projet de décision. En effet celui-ci souligne à plusieurs reprises dans les considérants qu'une moyenne de 1000 lignes par point de mutualisation semble raisonnable, principalement pour des raisons économiques, alors que l'article 3 de la décision ne fait porter l'obligation que sur un seuil minimal de 300 lignes. **L'Autorité ne donne ainsi aucune obligation contraignante amenant à ce que ce nombre moyen puisse effectivement être atteint et bien qu'elle juge ce nombre moyen comme nécessaire au modèle économique.**

4.4.2 Une offre de collecte au NRO par l'opérateur d'immeuble déployant le point de mutualisation

Cette offre de collecte systématique entre le point de mutualisation et le NRO de l'opérateur d'immeuble se justifie par les raisons suivantes :

- comme l'Autorité le souligne dans son projet de décision un point de mutualisation inférieur à 1000 lignes fait peser un coût de collecte qu'il n'est raisonnablement pas possible de rentabiliser ;
- ainsi, comme rappelé au paragraphe 4.3, le coût de collecte pourrait représenter entre 17 % et 48 % de la quote-part d'investissement dans le réseau mutualisé pour un acteur à faible part de marché ;
- les projets menés par les collectivités prévoient généralement une offre de collecte en amont du point de mutualisation ;
- la labellisation des projets des opérateurs dans le cadre du Programme National Haut Débit se fait au guichet A à l'échelle d'une maille élémentaire qui est généralement la commune ; ce dispositif est de nature à inciter un opérateur à déployer l'ensemble des points de mutualisation et l'horizontal des zones arrière de cette commune ; cet opérateur d'immeuble bénéficie alors d'un avantage considérable puisqu'il est en mesure de déployer son réseau de collecte pour un coût marginal ce que ne sont pas en mesure de faire les autres co-investisseurs du réseau mutualisé ; il convient, pour rétablir la symétrie, que l'opérateur d'immeuble, propose systématiquement une offre de collecte au NRO ;
- cette offre de collecte pourrait être mise en œuvre simplement dans le cadre des consultations par commune : l'opérateur d'immeuble solliciterait, sous la forme d'une option séparée, le souhait des co-investisseurs éventuels ;
- la mutualisation du déploiement de la collecte conduit à un gain sur le coût total par opérateur de 5% à 13 %.

4.4.3 L'hébergement au point de mutualisation des équipements actifs d'un investisseur ultérieur est raisonnable si ce point de mutualisation est déjà alimenté en électricité et si l'espace disponible le permet

Le projet de décision impose à l'opérateur d'immeuble de recueillir préalablement à la construction du point de mutualisation les demandes d'hébergement des équipements passifs et actifs.

Dans le cas où un opérateur au moins demande un hébergement d'équipements actifs, le point de mutualisation mis en œuvre répond aux contraintes de température, d'hygrométrie et d'apport d'énergie électrique.

Dès lors, la demande d'un investisseur ultérieur d'accès aux lignes FTTH avec un hébergement d'équipements actifs ne peut être écartée d'emblée.

Obligation doit être faite à l'opérateur d'immeuble d'examiner cette demande qui est raisonnable si l'espace disponible au point de mutualisation permet d'accueillir de nouveaux équipements actifs.

5 Les règles relatives aux conditions économiques de l'accès

5.1 Une offre de coinvestissement équitable permettant à un co-investisseur d'apporter un financement proportionnel au revenu qu'il retirera de l'infrastructure mutualisée

Comme rappelé au chapitre 3 le mécanisme de financement mis en place pour la ZTD est extrêmement pénalisant pour un acteur à faible part de marché et conduit à élever une barrière à l'entrée excluant de *facto* cet acteur.

Une modification en profondeur du mécanisme de cofinancement est indispensable pour la ZMD.

Celle-ci apparaît d'autant plus nécessaire que la part de marché haut-débit de France Télécom sur la ZMD est particulièrement importante. S'ajouterait alors au problème du coinvestissement pour l'acteur ayant une faible part de marché, le problème d'un acteur à la part de marché prépondérante et qui ne supporterait pas pour autant une part de coinvestissement plus importante.

L'évolution du mécanisme de cofinancement doit avoir pour objectif de permettre à un co-investisseur d'engager un montant d'investissement proportionnel aux revenus futurs qu'il retirera de l'infrastructure mutualisée.

Si un mécanisme détaillé satisfaisant pour l'ensemble des profils d'investisseurs ne peut être proposé à ce stade, Bouygues Telecom émettra très prochainement des propositions permettant d'instaurer ce débat.

Deux pistes peuvent être cependant proposées:

La première consisterait à compléter le mécanisme instauré pour la ZTD (coinvestissement initial à parts égales) avec une redevance à la ligne active acquittée par l'opérateur commercial à l'opérateur d'immeuble. Ce dernier reverserait le revenu de cette redevance sous forme de droits de suite à ses co-investisseurs (donc proportionnellement à leur part initiale).

Ce double mécanisme aurait pour effet de rendre proportionnels à terme le montant investi par chaque co-investisseur et le revenu qu'il a retiré de l'infrastructure mutualisée.

Il est vertueux puisque l'égalisation ne se fait que sur la part des lignes actives, les co-investisseurs assument ainsi de manière égale le risque de succès commercial du très haut débit que ce soit initialement (par l'apport de parts égales) que pendant la durée d'exploitation du réseau mutualisé (égalisation sur la base des lignes actives).

La seconde piste conduirait quant à elle à faire coexister aux côtés du mécanisme actuel d'attribution de droits pleins (ouvrant droit à l'accès à 100 % des lignes du réseau mutualisé) pour un coinvestissement en 1/N, un mécanisme de droits réduits reposant sur un investissement minimum, par exemple 10 % du coût du réseau mutualisé, et pour lequel serait accordé un accès à un nombre restreint des lignes du réseau mutualisé. Ce seuil minimal pourrait être complété par un palier intermédiaire d'investissement ouvrant des droits supplémentaires.

La possibilité qui serait offerte à l'investisseur de passer au fil du temps du palier minimal, puis au palier intermédiaire et enfin au palier des droits pleins donnerait lieu à une restitution de droits de suite vers les investisseurs initiaux détenteurs de droits pleins.

5.2 Une offre de coinvestissement ultérieur, y compris sur le stock existant, dans des conditions économiques raisonnables ; en particulier il n'y a pas lieu d'appliquer une prime de risque quand le financement du réseau mutualisé fait appel à des fonds publics

Les offres des opérateurs d'immeubles pour la ZTD ne permettent pas un investissement ultérieur dans des conditions économiques raisonnables :

- certains opérateurs d'immeubles n'offrent tout simplement pas la possibilité de co-investir sur le parc déjà construit;
- d'autres incluent une prime de risque qui retire toute viabilité économique à un investissement ultérieur.

L'absence de flexibilité dans le rythme d'investissement en fonction des contraintes financières propres de l'acteur concerné oblige finalement le co-investisseur le moins puissant à suivre le rythme d'investissement de l'acteur bénéficiant de la plus grande capacité financière.

Il est donc essentiel que le mécanisme de coinvestissement prévoie :

- la possibilité pour tout acteur d'entrer ultérieurement dans la répartition du cofinancement du réseau mutualisé y compris pour le parc installé ; cette possibilité constitue par ailleurs un atout pour les co-investisseurs initiaux qui peuvent trouver ici une manne financière utile pour poursuivre leur déploiement sur d'autres zones géographiques ;
- une réévaluation de l'opportunité, du montant et des modalités d'application d'une prime de risque pour l'investissement ultérieur :
 - α le cadre européen prévoit que la prime de risque est un outil disponible (et non obligatoire) pour inciter à l'investissement ; il serait paradoxal que dans les faits la prime de risque rémunère les acteurs dont la position sur le marché haut-débit est importante au détriment de ceux qui en investissant ultérieurement du fait de leur capacité financière consentent néanmoins à un investissement ramené à leur base client bien plus élevé ;
 - α l'incertitude existe sur les 3 premières années du marché très haut débit mais pas sur les 3 années qui suivront le déploiement d'une commune de la ZMD qui ne sera entrepris que dans plusieurs années ;
 - α le co-investisseur ultérieur est déjà pénalisé dans son développement par une offre de services très haut-débit en retard par rapport à celle de ses concurrents ; ceci est particulièrement vrai d'une situation où le DSL et la fibre ne constituent qu'un et un seul marché avec 3 co-investisseurs initiaux bénéficiant d'une capacité de conversion forte de leur base client du fait de leur part de marché actuelle en DSL ;
 - α le co-investisseur ultérieur, lorsqu'il prend sa décision d'investissement, fait baisser le risque d'investissement des autres co-investisseurs.

5.3 Un raccordement du foyer à la charge de l'opérateur commercial même si ce dernier peut déléguer à l'opérateur d'immeuble le soin de le réaliser

Bouygues Telecom a eu l'occasion d'indiquer à de nombreuses reprises que le partage des coûts du raccordement de palier proposé par les opérateurs d'immeuble était particulièrement inéquitable en ZTD.

En effet, en retenant un mécanisme où 50 % des coûts sont à la charge des co-investisseurs du réseau mutualisé et une répartition à parts égales entre co-investisseurs, le coût de raccordement de palier s'établit à 600 € par client actif pour un opérateur à 5 % de part de marché, 350 € à 10 % de part de marché, et seulement 162 € à 40 % de part de marché (cas d'un raccordement de palier dont le coût de production est de 200 €).

La barrière à l'entrée que constitue le raccordement de palier s'ajoute à celle d'un déploiement du réseau propre très en aval (notamment adduction des immeubles) et à celle du partage des coûts à parts égales de l'investissement dans le réseau mutualisé.

Ce mécanisme ne peut en aucun cas être reconduit en ZMD.

Le coût de raccordement de palier doit être supporté par l'opérateur commercial du client :

- ceci est compatible avec le droit de propriété de l'opérateur d'immeuble et de ses co-investisseurs sur le raccordement de palier réalisé ;
- des mécanismes simples peuvent être mis en œuvre pour se prémunir de démarches commerciales déloyales.

Enfin, Bouygues Telecom est favorable à ce que puisse être examiné de nouveau le processus par lequel l'opérateur commercial mandate un sous-traitant homologué par l'opérateur d'immeuble pour réaliser les travaux de raccordement de palier. La problématique des maisons individuelles amène en effet à envisager une répartition différente des tâches.

5.4 Une offre d'accès au point de mutualisation dont la granularité de souscription est le point de raccordement pourrait être nécessaire si les améliorations au mécanisme de coinvestissement s'avéraient insuffisantes

Dans le cas où les améliorations structurantes demandées aux paragraphes 5-1 à 5-3 n'étaient pas mises en œuvre de manière satisfaisante il serait nécessaire de prévoir une granularité plus fine pour l'accès aux lignes du point de mutualisation.

L'opérateur installant les lignes verticales d'un immeuble a obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès.

L'article L34-8-3 du CPCE stipule en effet:

«Toute personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final fait droit aux demandes raisonnables d'accès à ladite ligne et aux moyens qui y sont associés émanant d'opérateurs, en vue de fournir des services de communications électroniques à cet utilisateur final. L'accès est fourni dans des conditions transparentes et non discriminatoires en un point situé, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, hors des limites de propriété privée et permettant le raccordement effectif d'opérateurs tiers, à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables ».

Dans le cas des Zones Moins Denses, l'opérateur d'immeuble met à disposition ses lignes en un point de mutualisation regroupant plusieurs centaines voire plusieurs milliers de lignes.

Un opérateur qui souhaiterait accéder aux lignes d'un seul immeuble ou d'un groupe d'immeubles se verrait alors dans l'obligation de souscrire à l'accès de l'ensemble des lignes du point de mutualisation.

L'obligation qui est faite à l'opérateur d'immeuble ayant déployé les verticales de l'immeubles de mettre à disposition ses lignes « à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables » ne serait alors plus respectée.

Bouygues Telecom propose en conséquence que l'offre d'accès au point de mutualisation qui est faite par l'opérateur d'immeuble ayant déployé ce point de mutualisation puisse être souscrite avec une granularité correspondant à la maille de déploiement unitaire de l'opérateur d'immeuble déployant les verticales c'est-à-dire par point de raccordement entre l'opérateur d'immeuble principal (ayant déployé le point de mutualisation) et l'opérateur d'immeuble tiers (ayant déployé les verticales).

5.5 La possibilité de revoir en 2011 et 2012 les modalités définies à la lumière des expérimentations qui s'achèveront début 2011 et des premiers déploiements

Le déploiement de l'infrastructure fibre est une ambition nationale et il apparaît dès lors nécessaire de préparer le cadre réglementaire adapté à ce déploiement.

Il convient cependant d'être prudent :

- les expérimentations de Bondy, Meaux et Palaiseau ne s'achèveront que début 2011 et ne permettront pas un retour d'expérience détaillé avant cette date ;
- l'exemple de la ZTD montre que les coûts ne peuvent être précisément déterminés que lors des premiers déploiements ; par exemple une meilleure évaluation du coût de l'adduction (900 M€ de surcoût dans le cas où 4 opérateurs déploient leurs infrastructures propres) aurait pu amener à un cadre réglementaire différent concernant la localisation du point de mutualisation.

Il importe que le cadre réglementaire de la ZMD offre suffisamment de flexibilité pour prendre en compte l'apprentissage qui sera fait par les acteurs dans les prochains mois, notamment dans le cas où le coût des solutions apparaîtrait sensiblement différent de celui envisagé aujourd'hui.

Bouygues Telecom propose que la possibilité de revoir ce premier cadre réglementaire soit offerte en 2011 et en 2012 afin de l'adapter aux réalités opérationnelles du déploiement.

6 Amendements et commentaires aux articles du projet de décision

Article 1 [champ d'application]

La présente décision s'applique aux zones moins denses, c'est-à-dire à l'ensemble du territoire, à l'exception des zones très denses définies par la décision n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 de l'Autorité. S'appliquent également aux zones moins denses, les articles 1er, 2 (premier et troisième alinéa), 3 et 4 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité.

Article 2 [définitions]

Conformément à l'article premier de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité :

§ on entend par « ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique » ou « ligne » une liaison passive d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final ;

§ on entend par « point de mutualisation » le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques ;

§ on entend par « opérateur d'immeuble » toute personne chargée de l'établissement ou de la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti, notamment dans le cadre d'une convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ; l'opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du même code.

En outre, on entend par : « zone arrière du point de mutualisation » une zone formant une unité géographique continue à l'intérieur de laquelle les immeubles bâtis ont vocation à être raccordés au point de mutualisation correspondant. Un immeuble bâti situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation donné est dit « raccordable » à ce point de mutualisation.

Enfin, on entend par « segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom » la partie du réseau reliant les nœuds de raccordement d'abonnés de France Télécom, sièges des répartiteurs téléphoniques, aux armoires de sous répartition.

Article 3 [taille de la zone arrière du point de mutualisation]

Le point de mutualisation est dimensionné et localisé par l'opérateur d'immeuble de telle manière qu'il permette le raccordement des réseaux de plusieurs opérateurs tiers dans des conditions économiques et techniques raisonnables, eu égard notamment aux spécificités de l'habitat local et des réseaux de collecte disponibles. Sauf situation exceptionnelle qu'il appartiendra à l'opérateur d'immeuble de démontrer, la zone arrière d'un point de mutualisation regroupe ~~au moins trois cents logements existants au jour de son installation.~~ **au moins deux mille logements existants au jour de son installation.**

L'opérateur d'immeuble installe un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements.

L'opérateur d'immeuble donne accès, dans un délai raisonnable, au réseau horizontal déployé dans la zone arrière de son point de mutualisation, pour le raccordement des immeubles équipés par les opérateurs d'immeuble tiers.

Article 4 [accessibilité du point de mutualisation]

Le point de mutualisation auquel l'opérateur d'immeuble offre l'accès est accessible dans des conditions raisonnables et non discriminatoires et situé à proximité immédiate du segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom, ou d'une infrastructure de génie civil alternative offrant des conditions d'accès équivalentes.

L'opérateur d'immeuble offre en outre l'accès aux lignes du point de mutualisation par un lien de collecte établi à partir d'un point amont de son architecture de réseau.

Article 5 [maille de mise en cohérence des déploiements]

Afin que la zone arrière du point de mutualisation s'inscrive de manière cohérente dans un découpage géographique plus large, l'opérateur d'immeuble définit une maille géographique plus large et sa partition en différentes zones arrière de points de mutualisation, en tenant le plus grand compte des avis exprimés lors de la consultation préalable des collectivités territoriales concernées et des opérateurs inscrits sur la liste prévue par la décision n° 20090169 du 3 mars 2009 de l'Autorité.

L'opérateur d'immeuble met à disposition des collectivités et des opérateurs concernés, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, les informations relatives aux zones arrière du point de mutualisation résultant du découpage d'une maille géographique plus large. Ces données sont fournies dans un format exploitable dans un système d'information géographique. Toute modification de ces informations fait l'objet d'un nouvel échange d'informations auprès des acteurs susmentionnés.

Article 6 [principe d'obligation d'accès passif au point de mutualisation]

Conformément à l'article 2 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, l'opérateur d'immeuble offre aux autres opérateurs l'accès aux lignes, au niveau du point de mutualisation, sous forme passive, dans des conditions raisonnables, objectives, transparentes et non discriminatoires. L'accès aux lignes s'accompagne notamment de la mise à disposition des ressources nécessaires associées à la mise en œuvre effective de l'accès, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, en particulier celles précisées à l'annexe II de la décision n°20091106 de l'Autorité.

Article 7 [obligation d'hébergement d'équipements passifs et actifs]

L'opérateur d'immeuble fait droit à toute demande d'hébergement des équipements passifs et actifs au point de mutualisation, dès lors qu'elle est raisonnable et justifiée, tant au regard des besoins de l'opérateur demandeur que des capacités de l'opérateur d'immeuble à la satisfaire.

Article 8 [formes de l'accès]

Antérieurement à la construction du point de mutualisation, l'opérateur d'immeuble propose une offre d'accès aux lignes au niveau du point de mutualisation, qui permet de participer ~~au co-financement initial des lignes au cofinancement initial des lignes de manière équitable~~. À cette occasion, l'opérateur d'immeuble identifie les demandes d'hébergements d'équipements passifs et actifs ~~ainsi que les demandes de liens de collecte à partir d'un point amont de l'architecture de son réseau~~. ~~Le cofinancement initial des lignes prévoit les modalités permettant à des demandes ultérieures d'accès aux lignes donnant lieu à une entrée au cofinancement de s'exercer.~~

Par ailleurs, l'opérateur d'immeuble propose une offre d'accès garantissant à tout moment un droit d'usage pérenne équivalent à celui dont il dispose.

Article 9 [modalités tarifaires]

Conformément à l'article 3 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent être raisonnables et respecter les principes de non discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.

Les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent correspondre à une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées.

Le taux de rémunération du capital utilisé pour la détermination des conditions tarifaires tient compte du risque encouru ~~et confère une prime à l'opérateur d'immeuble~~. ~~et peut conférer une prime à l'opérateur d'immeuble notamment si celui-ci n'a pas reçu le soutien financier de fonds publics dans son projet.~~

Article 10 [publication]

Conformément à l'article 4 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, l'opérateur d'immeuble publie, antérieurement à l'installation du point de mutualisation, une offre de co-financement initial ~~et ultérieur~~ ainsi qu'une offre d'accès pérenne, qui définissent, notamment, les conditions d'accès aux lignes, au niveau du point de mutualisation, et aux ressources associées. Elles précisent en outre les conditions d'hébergement d'équipements passifs et actifs, au niveau du point de mutualisation, les conditions d'accès au lien de collecte permettant le raccordement au point de mutualisation ~~lorsque cette offre est pertinente~~, ~~les modalités opérationnelles et les conditions tarifaires pour le raccordement du logement d'un client à l'installation de l'immeuble~~. L'opérateur d'immeuble publie antérieurement à l'installation du point de mutualisation une offre de construction de ligne desservant un immeuble non préalablement raccordé.

Pour chacune de ces prestations, les offres précisent notamment les conditions de souscription et de résiliation, les informations préalables, les caractéristiques techniques, les processus de livraison et de service après-vente, les délais et préavis, la qualité de service et les conditions tarifaires. L'opérateur d'immeuble établit et tient à jour les informations relatives aux coûts retraçant les investissements réalisés et présentant un degré de détail suffisant pour permettre le contrôle par l'Autorité du respect des obligations tarifaires qui lui incombent.